

Contre la politique pronucléaire de N. Sarkozy... Manifestons devant le Grenelle de l'environnement

Samedi 27 octobre à 15 h
Paris - Square Cambronne

Métro Cambronne - Ligne 6
(A 400 m du 1er lieu annoncé,
la Place de Fontenoy)

Infos pratiques :
www.sortirdunucleaire.fr



SORTONS DU NUCLEAIRE - STOP EPR

La question du nucléaire a été tranchée avant même la tenue du Grenelle !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les citoyens à un grand rassemblement à Paris devant le "Grenelle de l'environnement", samedi 27 octobre à 15h, Square Cambronne, pour dénoncer la politique pronucléaire de M. Sarkozy ainsi que les décisions prises en la matière avant même la tenue du "Grenelle".

1) Les déclarations de M. Sarkozy à l'ONU et son accord nucléaire avec le dictateur libyen Kadhafi sont injustifiables

Les déclarations pronucléaires de M. Sarkozy à l'ONU le 24 septembre ("La France est prête à aider tout pays qui veut se doter de l'énergie nucléaire civile"), ainsi que la signature le 26 juillet par M. Sarkozy d'un accord nucléaire avec le dictateur libyen Kadhafi, sont injustifiables. Voilà qui prouve en outre que la question du nucléaire a été tranchée avant le "Grenelle", puisque M. Sarkozy veut exporter cette technologie, balayant les problèmes gravissimes des risques, des déchets radioactifs, du terrorisme et de la prolifération nucléaire.

2) La question du nucléaire a été tranchée par le pouvoir avant même la tenue du "Grenelle"

Avant même les déclarations de M. Sarkozy, le "Grenelle de l'environnement" était caduc sur la question de l'énergie : dès sa prise de fonction, le Ministre de l'écologie (à l'époque M. Juppé, mais il n'a pas été démenti par M. Borloo) avait fait savoir qu'il était hors de question de remettre en cause le nucléaire en général et la construction du réacteur EPR en particulier. Certes, le ministère a ensuite concédé qu'il serait quand même possible de "parler du nucléaire" lors du "Grenelle", mais aujourd'hui il n'en est plus question : la remise en cause du nucléaire est tout à fait exclue lors du Grenelle de l'environnement.

3) Le décret de construction du réacteur EPR n'a même pas été suspendu le temps du Grenelle

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a demandé que le "préalable pronucléaire" du gouvernement soit levé, c'est-à-dire l'abrogation du décret qui autorise EDF à construire le réacteur nucléaire EPR (*). Ce décret a été pris en catimini dix jours avant l'élection présidentielle par le gouvernement Villepin. "Nous ne pouvons remettre en cause une décision déjà prise" : l'argument du gouvernement est parfaitement ridicule puisque M. Sarkozy a fait sa campagne présidentielle... sur le thème de la "rupture". Comment croire à présent que le nouveau Président se sente subitement engagé par la signature de son "ami" Villepin ? Il n'est donc pas possible de participer au "Grenelle" alors même qu'EDF tente de rendre irréversible la construction de l'EPR.

Conclusion

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle donc les citoyens à un grand rassemblement de protestation devant le "Grenelle de l'environnement" pour dénoncer le coup de force pronucléaire du président Sarkozy et du gouvernement et exiger l'annulation de l'accord nucléaire Sarkozy-Kadhafi.

Mais surtout, il s'agira pour les citoyens d'exiger l'abandon de l'EPR et une loi de "sortie du nucléaire" afin que la France, comme par exemple l'Allemagne, en finisse avec l'atome, ses risques et ses déchets, et investisse réellement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Cela permettra d'ailleurs de s'attaquer vraiment au réchauffement climatique tout en créant des dizaines de milliers d'emplois non délocalisables, en assurant – véritablement – l'indépendance énergétique du pays et en réduisant les risques de prolifération nucléaire.

(*) ainsi que les décrets préfectoraux grâce auxquels EDF a commencé les travaux préparatoires au chantier de l'EPR.

Photocopiez et diffusez !